



Xavier Lafon (dir.)

Les langues savantes

Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

Pourquoi l'anglais est-il la langue de l'économie ?

Jean Matouk

DOI : 10.4000/books.cths.603

Éditeur : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

Lieu d'édition : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

Année d'édition : 2017

Date de mise en ligne : 13 novembre 2018

Collection : Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques

ISBN électronique : 9782735508686



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

MATOUK, Jean. *Pourquoi l'anglais est-il la langue de l'économie ?* In : *Les langues savantes* [en ligne].

Paris : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2017 (généré le 22 décembre 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/cths/603>>. ISBN : 9782735508686. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.cths.603>.

Pourquoi l'anglais est-il la langue de l'économie ?

Jean MATOUK
Professeur des universités honoraire en économie,
Université de Montpellier

Extrait de : Xavier LAFON, *Les langues savantes*, Paris,
Édition électronique du CTHS (Actes des congrès des sociétés historiques et scientifiques), 2017.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du CTHS dans le cadre de la publication des actes du 139^e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Nîmes en 2014.

De multiples autres disciplines utilisent l'anglais. Presque de force ! Car pour être retenu pour une promotion universitaire, dans un colloque, les revues dans lesquelles il faut publier sont à 80 % anglaises ou américaines.

Mais, dans le cas de l'économie, l'anglais est la langue maternelle, une langue dont la domination économique mondiale anglaise au XIX^e siècle a assuré l'impérialisme linguistique dans les affaires et donc dans la discipline qui les étudie. S'ajoute à ces raisons historiques de la symbiose étroite entre l'anglais et l'économie, une raison pratique, la plasticité linguistique de l'anglais, particulièrement utile en finances.

L'anglais, langue maternelle de l'économie

Ce sont des auteurs anglais qui ont énoncé les premières vraies lois économiques, les économistes français se contentant, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, au moins, d'importer et de traduire. Pourquoi ? Tout simplement en raison de la précocité économique britannique. Sous Louis XIV, la France domine politiquement ce qui est alors le monde occidental, c'est-à-dire l'Europe. Pourtant, malgré les efforts de Richelieu, puis ceux de Colbert, d'abord dans la marine, puis avec l'industrie – le colbertisme incarne la matrice du développement économique français centré sur l'État –, la Grande-Bretagne, bien que politiquement dominée, commence à prendre de l'avance sur le plan industriel. Elle maintient cette avance durant tout le XVIII^e siècle tant sur le plan du commerce international, avec la fameuse Compagnie des Indes, que sur le plan financier.

En 1763, le Traité de Paris met fin à la Guerre de Sept ans et marque la fin du primat politique français, le début d'un déclin que Napoléon ne parviendra pas à enrayer. Mais, en même temps, par ce traité, les plus importantes de nos colonies d'alors, notamment l'actuel Canada, passent sous contrôle anglais, comme la petite partie de l'Inde de Dupleix. L'industrie anglaise a évidemment bénéficié de cette victoire dans le commerce international, malgré le coût de l'indépendance américaine, et c'est là, en Grande-Bretagne, qu'apparurent les premiers vrais discours sur l'économie moderne.

Pour être juste, on avait eu, auparavant, quelques textes français traitant de faits économiques. Au XVI^e siècle, Jean Bodin, juriste, attribua l'envolée des prix à l'arrivée massive d'or et d'argent du nouveau monde dans un débat resté célèbre, la *Controverse avec Monsieur de Malestroit*. C'était la première forme de la fameuse théorie quantitative de la monnaie. À l'extrême fin du XVII^e siècle, Vauban avec sa *Dîme royale* et de Boisguilbert avec *Le factum de la France*, attribuèrent à juste titre la faiblesse de notre économie – déjà ! – à la fiscalité, ce qui leur valut d'ailleurs le courroux de Louis XIV. Mais nous n'étions pas dans l'analyse de la production et des échanges, sujet central de

l'économie, mais dans l'analyse du rôle de l'État dans l'économie, problème toujours d'actualité.

Outre-Manche, dès le XVI^e siècle, durant cette période dite mercantiliste, plusieurs auteurs ont publié des analyses sur les échanges et la monnaie : Thomas Gresham publie sa fameuse loi *La mauvaise monnaie chasse la bonne* (1579), Thomas Mun publie *Discourse of Trade from England unto the east indies* (1621) et Josiah Child, directeur de la Compagnie des Indes par ailleurs, publie aussi un *New discourse on trade* (1668).

William Petty (1623-1687) s'intéresse aussi à la monnaie et surtout à la statistique par le recensement. Il effectue les premières analyses de ce qui deviendra le PIB. De son côté, Gregory King développe la statistique. À la fin du XVIII^e siècle – naissance de l'industrie anglaise – le philosophe Adam Smith, dont le premier ouvrage *la Théorie des sentiments moraux* (1759) peut être considéré comme le fondateur de l'économie politique moderne. C'est dans un voyage en France, en 1764, notamment à Toulouse et en Provence où, dit-il, il s'ennuie, qu'il commence la rédaction de son *Traité*. Il ira ensuite à Genève, puis Paris, où il rencontre celui que l'on considère comme le premier économiste français, François Quesnay. Celui-ci, auteur de l'article « Grains » dans *l'Encyclopédie*, est le fondateur de l'école française qu'on dénomme « physiocrate ». Il estime que la seule source de valeur est la terre. L'artisanat, l'industrie, le commerce, ne sont que des consommateurs de la valeur créée par la seule agriculture. Le grand Turgot, tout en étant pour la liberté du commerce, (*Lettre sur la liberté du commerce et des grains* – 1770), reprend dans *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses* (1776) la thèse de l'agriculture comme seule source de richesse.

Désaccord complet d'Adam Smith, qui de retour à Glasgow, déjà industrielle, écrit son livre fondateur : *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776). Il y décrit l'organisation industrielle, le salariat, les gains de productivité qu'obtient l'industrie par la mécanisation. Il est d'ailleurs pessimiste sur l'avenir et évoque déjà la question du partage des richesses.

Je m'arrête une minute sur le parallèle entre Quesnay et Smith. L'un vit dans un pays déjà en perte relative de vitesse, la France, où le politique freine plutôt le développement économique, cause de la révolution de 1789, et où, surtout, pour notre sujet d'aujourd'hui, l'agriculture domine l'économie, ce qui fait que la pensée économique est orientée prioritairement vers l'agriculture. Au contraire, Smith vit en Grande-Bretagne, pays qui est en train de prendre le primat politique et qui est déjà économiquement dominant. La pensée économique anglaise va directement vers l'industrie qui va être le secteur phare du XIX^e puis du XX^e siècle, sur lequel va se bâtir le capitalisme triomphant. Au XVII^e siècle, comme au XVIII^e et au XIX^e, on connaît de brillants mathématiciens, physiciens, chimistes, français. Souvent d'ailleurs – ils le peuvent à l'époque – ils sont pluridisciplinaires. Pascal est physicien, mathématicien et philosophe, comme Descartes. Aussi le français est-il une langue de naissance de ces trois disciplines. Ce n'est pas le cas de l'économie.

En Grande-Bretagne, à la suite d'Adam Smith, David Ricardo (1772-1823), agent de change, écrit des traités sur la monnaie pendant les guerres avec Napoléon, plaide évidemment pour le libre-échange, faisant abolir les *corns laws* anglaises (lois sur le protectionnisme agricole) pour faire baisser les prix de l'alimentation, ce qui permet de baisser les salaires industriels, et développer les exportations. Finalement, il écrit son livre principal, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), qui est à son tour le texte fondateur de ma discipline et qui, lui aussi, d'ailleurs est pessimiste sur la redistribution, voyant la rente amputer les profits, donc les salaires. À côté de lui, Malthus (1766-1834), dont on ne retient en général que son *Essai sur le principe de la population* (1798), également pessimiste, qui conseille aux prolétaires de modérer leurs transports sexuels. Mais lui aussi a écrit des *Principes d'économie politique au point de vue de leur application pratique* (1820). Citons aussi Stuart Mill, plus tardif (1816-1876), que nous dirions plus à gauche aussi, qui vécut en France et publia également des *Principes* en 1848. Enfin, on doit

considérer que *Le Capital* de Karl Marx (1867) est une œuvre d'économiste, directement inspirée de l'industrie anglaise que son comparse, Engels, connaissait bien par son père. Bref, au moins cinq fondateurs de ma discipline sont nés ou ont travaillé en Grande-Bretagne.

Et en France ? Jean-Baptiste Say, retenant uniquement de Smith et Ricardo la liberté du commerce et la concurrence, importa en France une théorie économique particulièrement appauvrie. Sa fameuse phrase : « l'offre crée sa propre demande » est une erreur. Si toutes les entreprises embauchent, achètent ou louent des machines et achètent des matières premières pour produire une offre, rien ne dit qu'une demande absorbera entièrement cette offre. C'est pourtant à cette théorie que s'accrocheront encore ceux qu'on appelle les « néoclassiques » français de la fin du XIX^e siècle.

Quand ces théories néoclassiques, qu'on appellerait, aujourd'hui, d'ailleurs à tort, « ultra-libérales », feront *flores* en Grande-Bretagne même, c'est encore d'un économiste anglais, John Maynard Keynes, que viendra la réfutation décisive en 1936... laquelle sera traduite en français en 1963 seulement, par l'inspecteur des finances Jean de Largentaye. Bref, notre discipline est anglaise de naissance, et à ce premier titre historique, il est normal que sa langue soit l'anglais. Mais, si « l'anglicité » de l'économie tient d'abord au fait que les premiers vrais économistes étaient anglais, elle tient aussi à la domination britannique totale sur l'économie mondiale de 1815 à 1913.

Le XIX^e, c'est le siècle de la Grande-Bretagne. La *City* domine la finance mondiale ; elle est en liaison avec les banques que souvent elle a créées sur tous les continents, au sein du *Commonwealth* (dont la traduction littérale est « richesse commune », ce qui souligne encore le primat de l'économie). Londres est le premier port du monde et la Grande-Bretagne la première exportatrice et importatrice. Tous les contrats financiers ou commerciaux sont rédigés dans la langue de Shakespeare. Un autre détail : les Anglais sont aussi les premiers touristes internationaux et vont longtemps le rester.

Dans la seconde partie du au XIX^e siècle, lors de la « mêlée pour l'Afrique¹ » et de la colonisation de l'Asie, la France va aussi avoir sa part. Mais, pour l'Afrique par exemple, à y regarder de près, en l'Afrique du nord et au Sahel, les colonies françaises ont fort peu des matières premières qui sont à la base de la croissance industrielle du XIX^e – le pétrole ne sera exploité en Afrique de l'ouest qu'à partir du dernier tiers du XX^e – alors que les colonies anglaises recèlent non seulement d'or et de diamants, mais aussi toutes les matières premières dont a besoin le capitalisme pour sa deuxième révolution industrielle. L'intensité commerciale au sein du *Commonwealth*, avec les pays d'Asie, a été infiniment plus grande qu'entre les colonies françaises et leur métropole. La langue anglaise s'impose aussi dans la plus grande partie du monde comme langue du commerce et de l'économie.

J'en viens à la troisième raison qui fait de l'anglais la langue de l'économie : sa plasticité linguistique. C'est vrai dans de nombreux domaines. Les Anglais sont, je crois, plus inventifs que nous pour dire en une ou deux syllabes quelque chose de compliqué qui devient simple et courant. Courriel n'a pas pris, c'est *mél* ou *mail* qui triomphe ! Vous entendrez bien peu d'économistes français utilisent le mot « mercatique », que je ne sais plus quel gouvernement voulait imposer pour franciser *marketing*, qui comporte une syllabe de moins, mais qui surtout, au participe présent, signifie immédiatement « agir sur le marché ». *Merchandising* aussi ! Mais c'est encore plus évident en matière financière. Comment croyez-vous que les financiers parlent d'un contrat d'échange de taux d'intérêt ou d'un contrat d'échange de taux de change, déjà pas facile à expliciter en français ? Ils vont dire *interest swap* ou *change swap* ? Et tout le monde – le monde financier, je veux dire, et même un peu plus – comprend. Parleront-ils d'un « contrat d'échange d'assurance crédit » ? Mais non ! *CDS – Credit default swap-*, dont tout le monde

1. Expression tirée de l'anglais « The Scramble for Africa », d'après l'ouvrage éponyme de Thomas Pakenham, relatif au partage du continent entre les différentes puissances européennes.

économique, connaît les initiales. *Future* au lieu de « contrat de futur » qui n'est d'ailleurs pas correct en français. *Cap* ou *floor* pour un « contrat de plafonnement » ou « de plancher » *Call* pour une « option d'achat » et *put* pour une « option de vente »

La langue anglaise est la langue idéale par cette plasticité pour les opérations financières qui se déroulent en quelques minutes. Bref, si vous me permettez cette comparaison grossière trop souvent entendue, si le français est la langue de la raison ou de la littérature, l'espagnol celle qu'il faut utiliser pour parler à Dieu (quand on a oublié le latin...), l'allemand suivant l'estime qu'on a pour nos amis teutons, celle qu'on utilise pour philosopher, ou... qu'utilisent les dresseurs pour parler aux animaux de cirque, l'italien pour parler aux femmes, l'anglais est assurément la langue du *business*... pardon... du commerce et des affaires.

Résumé

Plusieurs raisons expliquent que l'économie ait une langue spéciale qui est l'anglais. L'économie politique, comme discipline, est née en Grande Bretagne, à la fin du XVIII^e, avec Adam Smith, autour de l'industrie anglaise naissante, tandis que les physiocrates français ne voient de « richesse » que dans l'agriculture. Le développement économique de la Grande-Bretagne, « son » XIX^e siècle – activité commerciale et bancaire internationale –, ont largement alimenté des études économiques, la plupart du temps, anglaises. Des économistes français « suivaient » mais ne générèrent aucune école spécifique, à l'exception du nîmois Charles Gide. La traduction en français de la Théorie générale de John M. Keynes après 1936 fut un moment fondateur de l'économie politique en France.

Enfin la troisième raison pour laquelle l'anglais est la langue de l'économie est ce que l'on pourrait appeler sa plasticité terminologique. Un mot commun (*swap*, *future*, *cap*, *floor*) devient très vite un terme technique précis, adopté par tous les professionnels, alors que les mots français correspondants ne gardent que leur sens premier. Tous les financiers connaissent et utilisent le sigle CDS (Credit Default Swap) dont la traduction française serait « inutilisable ».

Mais, outre cette « nationalité » d'origine anglaise, la langue de l'économie a une autre caractéristique linguistique, lexicale. C'est l'usage fréquent sinon permanent du pourcentage, à l'image de la date en histoire. Un texte économique est obligatoirement scandé de pourcentages. Peu importe en effet de connaître le niveau absolu du produit national brut total ou par tête, ce qui caractérise un état de tout ou partie de l'économie, c'est l'évolution de ce PNB, de cette consommation, des prix, des salaires donc du pouvoir d'achat, en pourcentage ; ou c'est le taux de chômage, pourcentage des chômeurs par rapport à la population active totale. La sociologie, la géographie utilisent aussi les pourcentages, mais dans une moindre mesure.